

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Service Comptable de l'État



Situation Mensuelle de l'Etat

Décembre 2011
Situation arrêtée au 11/01/2012



Notes méthodologiques et glossaire	3
Commentaires	4
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice	6
Solde d'exécution budgétaire en gestion	7
Dépenses par Titres et Catégories	8
Dépenses par Missions et par Programmes.....	9
Recettes du budget général	13
Recettes fiscales	13
Recettes non fiscales	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours	17
Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes	18
Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....	19
Tableau des Flux de Trésorerie	20
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées	22
Dettes financières de l'Etat	23

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1^{er} janvier. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2010 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2010 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées à la loi de finances 2011.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Période complémentaire

La période complémentaire correspond au délai imparti pour l'achèvement des recettes et des dépenses d'un exercice budgétaire qui sont en cours d'exécution à la fin de l'année civile

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de la communauté européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

Tableau des flux de trésorerie (TFT)

La trésorerie est l'ensemble des comptes composant les postes de trésorerie active et passive de la situation nette de l'Etat.

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Les chiffres contenus dans la présente Situation Mensuelle ne peuvent être tenus pour définitifs. En effet, si les délais impartis aux comptables publics pour procéder à la comptabilisation des recettes et des dépenses budgétaires 2011 sont expirés, les contrôles en cours pourront conduire au redressement d'erreurs matérielles jusqu'à la clôture définitive du Compte Général de l'Etat.

Au 31 décembre 2011, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -90 830 millions €

En décembre 2010, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 149 587 millions €.

Dépenses brutes du budget général : 375 735 millions € (pages 8 et 12)

L'écart d'exécution des dépenses entre 2011 et 2010 (-37 620 millions €) s'explique principalement par :

- une baisse des dépenses d'intervention de 17 520 millions €, consécutive notamment à de moindres remboursements et dégrèvements d'impôts, en particulier à la suite de la réforme de la taxe professionnelle, et à des dépenses relatives au Grand Emprunt passées en 2010 ;
- une diminution des dépenses d'opérations financières de 23 509 millions € due également aux dépenses du Grand Emprunt intervenues en 2010.

Cette diminution est partiellement compensée par une hausse des charges de la dette et des dépenses de personnel pour respectivement 5 753 millions € et 2 047 millions €.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors dépenses de personnel, remboursements et dégrèvements)*

- Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1 890 millions € dont 756 millions € au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;
- Mission **Travail et emploi** : 1 671 millions € dont 1 145 millions € au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » ;
- Mission **Défense** : 1 454 millions € dont 703 millions € relatifs au programme « Préparation et emploi des forces » ;
- Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1 274 millions € dont 810 millions € au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

Recettes brutes du budget général : 285 550 millions € (page 17)

➤ *Recettes fiscales : 339 410 millions € contre 343 747 millions € en 2010 (page 14)*

Cette évolution s'explique notamment par le recouvrement de la cotisation foncière des entreprises, de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau et de la taxe sur les surfaces commerciales au profit des collectivités territoriales suite à la réforme de la taxe professionnelle (-19 030 millions €). On note aussi une baisse des AIE liée en partie à la réforme de la TP (-2 138 millions €) Ces effets sont partiellement compensés par une augmentation des recettes de TVA (+9 103 millions €), d'IS (+2 954 millions €) et d'IR (+2 168 millions €).

○ *Les principales recettes du mois*

- Impôt sur le revenu : 2 553 millions € ;
- IS : 12 355 millions € (4^{ème} acompte notamment) ;
- TVA : 15 232 millions €.

➤ *Recettes non fiscales : 16 378 millions € contre 17 821 millions € en 2010 (page 16)*

Cette baisse des recettes non fiscales s'explique notamment par l'encaissement d'une recette exceptionnelle de 1 017 millions € en 2010, en application d'un jugement du Tribunal de l'Union européenne relatif au régime fiscal dérogatoire dont a bénéficié France Télécom entre 1994 et 2002.

En décembre 2011, les recettes non fiscales enregistrent principalement le versement des dividendes EDF pour 890 millions €. On note également les reversements de la COFACE et de Natixis pour respectivement 450 et 220 millions €.

- *Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -74 067 millions € contre -102 938 millions € en 2010 (cf page 17)*

La diminution des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales résulte essentiellement de la suppression en 2011 de la compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (32 431 millions € à fin décembre 2010)

Solde des Comptes Spéciaux (hors FMI) : -645 millions € contre 2000 millions € en 2010 (page 19)

Cette dégradation s'explique par les variations des soldes du compte d'avances aux collectivités territoriales (-9 569 millions €) en raison de la réforme de la taxe professionnelle et du compte de « Prêts à des Etats étrangers » (-2 634 millions €) en raison du prêt octroyé à la Grèce.

Elle est partiellement compensée par une amélioration du solde du compte de « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (+2 689 millions €), suite notamment aux remboursements en 2011 du capital à hauteur de 4 000 millions € du prêt consenti au secteur automobile en 2009, du compte "Participations financières de l'Etat (+ 3 645 millions €) due principalement à la comptabilisation en 2010 d'une dépense de 3 687 millions €, au titre d'une dotation en capital à l'ANR (plan Campus).

On note également une amélioration du solde du compte d'avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics (+1 261 millions €) suite à la comptabilisation en 2010 d'une avance de 1200 millions € au Fonds National pour la Société Numérique.

- *Les principales évolutions du mois*

Le compte d'avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics enregistre des dépenses pour 3 779 millions € et des recettes pour 6 629 millions € (avances et remboursements à l'ASP essentiellement). Le compte d'avances aux collectivités territoriales comptabilise des dépenses pour 5 802 millions € et des recettes pour 11 900 millions €, tandis que le compte de prêts à des Etats étrangers enregistre des dépenses pour 1 326 millions € correspondant notamment au prêt octroyé à la Grèce.

Dette financière au 31 décembre : 1 316 543 millions €

Les flux significatifs enregistrés au cours du mois de décembre concernent les OAT pour +4 136 millions €, les BTAN pour -1 484 millions € et les BTF pour -15 068 millions €.

Situation de la Trésorerie de l'Etat au 31 décembre : -94 978 millions €

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin décembre présente un solde créditeur de 94 978 millions €. Le décaissement net au titre du mois de décembre s'élève à 10 896 millions €.

Les principaux encaissements du mois de décembre sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 33 625 millions € et d'autres encaissements pour 9 462 millions € (recettes d'impôts locaux essentiellement).

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses de personnel pour 9 937 millions €, d'intervention pour 14 528 millions € (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment), d'autres décaissements (avances aux collectivités territoriales notamment) pour 6 366 millions € et des flux liés aux immobilisations financières pour 5 798 millions € (avances à l'ASP et prêt octroyé à la Grèce notamment).

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2011	2010 retraité	2010 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL**GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 016	1 018	1 018
Dépenses de personnel	117 709	115 661	117 807
Dépenses de fonctionnement	47 391	50 388	47 884
Charges de la dette de l'Etat	46 254	40 378	40 378
Dépenses d'investissement	11 196	12 803	12 803
Dépenses d'intervention	149 462	164 179	163 821
Dépenses d'opérations financières	1 538	25 047	25 047

Total des Dépenses	374 566	409 475	408 758
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Dépenses (hors R et D)	290 970	320 282	319 565
---	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	339 205	343 461	343 193
Recettes non fiscales	16 143	17 320	17 655
Prélèvements sur recettes	-73 561	-102 615	-102 615
Fonds de concours	3 817	3 130	3 130

Total des Recettes	285 604	261 295	261 363
---------------------------	----------------	----------------	----------------

Total des Recettes (hors R et D)	202 008	172 101	172 169
---	----------------	----------------	----------------

SOLDE GESTION N	-88 962	-148 179	-147 395
------------------------	----------------	-----------------	-----------------

GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :

	-1 222	-3 408	-3 408
--	---------------	---------------	---------------

SOLDE GESTION N+1	-1 222	-3 408	-3 408
--------------------------	---------------	---------------	---------------

II. COMPTES SPECIAUX**GESTION COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	1 488	-3 736	-3 736
Comptes de concours financiers	-9 309	-1 316	-1 316
Comptes de commerce	211	110	110
Comptes d'opérations monétaires	1 487	70	70

SOLDE CS GESTION N	-6 123	-4 872	-4 872
---------------------------	---------------	---------------	---------------

SOLDE CS GESTION (hors FMI)	-7 551	-4 899	-4 899
------------------------------------	---------------	---------------	---------------

GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :

	6 905	6 934	6 934
--	--------------	--------------	--------------

SOLDE CS GESTION N+1	6 905	6 934	6 934
-----------------------------	--------------	--------------	--------------

SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)	6 905	6 899	6 899
--	--------------	--------------	--------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'exercice

	-89 402	-149 525	-148 741
--	----------------	-----------------	-----------------

SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'exercice (hors FMI)

	-90 830	-149 587	-148 803
--	----------------	-----------------	-----------------

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2011	2010 retraité	2010 exécuté
I. BUDGET GENERAL			
BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :			
Dépenses	3 188	5 546	5 546
Recettes	-219	1 473	1 473
SOLDE BUDGET N-1	-3 407	-4 073	-4 073
BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :			
Dotations des pouvoirs publics	1 016	1 018	1 018
Dépenses de personnel	117 709	115 661	117 807
Dépenses de fonctionnement	47 391	50 388	47 884
Charges de la dette de l'Etat	46 254	40 378	40 378
Dépenses d'investissement	11 196	12 803	12 803
Dépenses d'intervention	149 462	164 179	163 821
Dépenses d'opérations financières	1 538	25 047	25 047
Total des Dépenses	374 566	409 475	408 758
Total des Dépenses (hors R et D)	290 970	320 282	319 565
Recettes fiscales	339 205	343 461	343 193
Recettes non fiscales	16 143	17 320	17 655
Prélèvements sur recettes	-73 561	-102 615	-102 615
Fonds de concours	3 817	3 130	3 130
Total des Recettes	285 604	261 295	261 363
Total des Recettes (hors R et D)	202 008	172 101	172 169
SOLDE BUDGET N	-88 962	-148 179	-147 395
II. COMPTES SPECIAUX			
BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :			
SOLDE CS BUDGET N-1	6 934	7 426	7 426
SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)	6 899	7 166	7 166
BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :			
Comptes d'affectation spéciale	1 488	-3 736	-3 736
Comptes de concours financiers	-9 309	-1 316	-1 316
Comptes de commerce	211	110	110
Comptes d'opérations monétaires	1 487	70	70
SOLDE CS BUDGET N	-6 123	-4 873	-4 873
SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)	-7 551	-4 900	-4 900
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année	-91 558	-149 699	-148 915
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)	-93 021	-149 986	-149 202

DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
TITRE 2				
Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL				
Rémunérations d'activité		69 607	69 163	70 502
Cotisations et contributions sociales		47 089	45 514	46 283
Prestations sociales et allocations diverses		1 013	985	1 023
TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL	118 045	117 709	115 662	117 808
AUTRES TITRES				
Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS				
		1 016	1 018	1 018
Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		22 774	25 132	24 969
Subventions pour charges de service public		24 929	25 288	22 947
Total des dépenses de fonctionnement		47 703	50 420	47 916
Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		46 256	40 503	40 503
Total des charges de la dette de l'Etat		46 256	40 503	40 503
Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		9 700	11 192	11 192
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1 494	1 673	1 673
Total des dépenses d'investissement		11 194	12 865	12 865
Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION				
Transferts aux ménages		34 693	38 374	38 471
Transferts aux entreprises		74 314	77 425	77 285
Transferts aux collectivités territoriales		17 498	24 156	24 156
Transferts aux autres collectivités		23 214	27 772	27 457
Appels en garantie		599	111	111
Total des dépenses d'intervention		150 318	167 838	167 480
Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES				
Prêts et avances		765	1 069	1 069
Dotations en fonds propres		260	20 943	20 943
Dépenses de participations financières		514	3 036	3 036
Total des dépenses d'opérations financières		1 539	25 048	25 048
TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES	261 588	258 026	297 692	294 830
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL	379 633	375 735	413 355	412 638
Remboursements et dégrèvements	85 933	84 449	89 885	89 885
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)	293 700	291 286	323 470	322 753

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits (4)	Dépenses	Dépenses	Dépenses
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	3 038	2 976	2 926	2 752
Action de la France en Europe et dans le monde	1 864	1 822	1 816	1 816
Diplomatie culturelle et d'influence (2)	749	736	769	595
Français à l'étranger et affaires consulaires	361	356	341	341
Présidence française du G20 et du G8 (1)	64	62	-	-
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 595	2 556	2 640	2 640
Administration territoriale	1 743	1 713	1 759	1 759
Vie politique, culturelle et associative	172	165	245	245
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	680	678	636	636
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	3 834	3 575	4 617	4 329
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 111	1 910	2 758	2 467
Forêt	360	358	444	444
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	599	546	582	582
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	764	761	833	836
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 355	3 298	3 384	3 558
Aide économique et financière au développement	1 228	1 183	1 170	1 170
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 099	2 087	2 183	2 357
Développement solidaire et migrations	28	28	31	31
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 292	3 256	3 424	3 424
Liens entre la Nation et son armée	133	133	139	139
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (2)	3 052	3 017	3 176	3 176
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	107	106	109	109
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	600	574	555	555
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	349	336	322	322
Conseil économique, social et environnemental	38	38	38	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	213	200	195	195
CULTURE	2 797	2 755	2 787	2 986
Patrimoines	931	902	934	1 300
Création	777	778	757	830
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 089	1 075	1 096	856
DEFENSE	38 899	38 771	39 134	39 134
Environnement et prospective de la politique de défense	1 792	1 783	1 823	1 823
Préparation et emploi des forces	23 414	23 399	22 590	22 590
Soutien de la politique de la défense	3 084	2 968	2 692	2 692
Equiperment des forces	10 609	10 621	12 029	12 029
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	1 107	1 034	533	533
Coordination du travail gouvernemental	562	509	452	452
Protection des droits et libertés	87	85	81	81
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées (1)	458	440	-	-
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	11 915	11 597	15 429	15 443
Infrastructures et services de transports	6 217	5 991	6 045	6 039
Sécurité et circulation routières	55	54	57	57
Sécurité et affaires maritimes	132	127	133	133
Météorologie	195	195	194	192
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	342	339	331	331
Information géographique et cartographique	81	80	72	72
Prévention des risques	329	286	314	314
Energie, climat et après-mines (2)	715	710	789	789

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits (4)	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	3 849	3 815	3 894	3 916
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	-	-	1 600	1 600
Transport et urbanisme durables (3)	-	-	1 000	1 000
Véhicule du futur (3)	-	-	1 000	1 000
ECONOMIE	2 073	2 048	7 576	7 413
Développement des entreprises et de l'emploi	1 055	1 047	1 116	1 116
Tourisme	50	46	55	56
Statistiques et études économiques	456	448	448	448
Stratégie économique et fiscale	512	507	517	353
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	-	-	2 140	2 140
Développement de l'économie numérique (3)	-	-	3 300	3 300
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	47 991	47 747	42 155	42 155
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	46 396	46 256	40 503	40 503
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	661	599	111	111
Epargne	739	697	1 337	1 337
Majoration de rentes	195	195	204	204
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 712	61 695	61 606	61 606
Enseignement scolaire public du premier degré	18 089	18 084	17 823	17 823
Enseignement scolaire public du second degré	29 343	29 340	29 063	29 063
Vie de l'élève	3 861	3 856	3 739	3 739
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 037	7 035	7 095	7 095
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 095	2 094	2 121	2 121
Enseignement technique agricole	1 287	1 286	1 271	1 271
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	-	-	494	494
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 890	11 678	11 690	11 690
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 508	8 452	8 487	8 462
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus (3)	-	-	0	25
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	389	328	335	335
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	929	913	892	811
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	-	-	0	81
Facilitation et sécurisation des échanges	1 602	1 600	1 536	1 536
Entretien des bâtiments de l'Etat	238	177	240	240
Fonction publique	224	208	200	200
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	742	723	678	678
Immigration et asile	661	646	591	591
Intégration et accès à la nationalité française	81	77	87	87
JUSTICE	7 154	7 119	6 942	6 906
Justice judiciaire	2 935	2 901	2 860	2 860
Administration pénitentiaire	2 819	2 825	2 711	2 711
Protection judiciaire de la jeunesse	766	764	757	757
Accès au droit et à la justice	367	363	365	329
Conduite et pilotage de la politique de la justice	267	266	249	244
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (3)	-	-	0	5
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	1 398	1 350	1 396	1 147
Soutien à l'expression radiophonique locale (3)	-	-	0	29
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (2)	432	401	503	463
Action audiovisuelle extérieure	252	251	221	213
Presse	423	414	442	442
Livre et industries culturelles (1)	291	284	231	-

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits (4)	Dépenses	Dépenses	Dépenses
OUTRE-MER	2 039	1 938	2 062	2 062
Emploi outre-mer	1 335	1 285	1 222	1 222
Conditions de vie outre-mer	704	653	840	840
PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE	-	-	2 438	2 438
Programme exceptionnel d'investissement public (3)	-	-	469	469
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi (3)	-	-	1 595	1 595
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité (3)	-	-	374	374
POLITIQUE DES TERRITOIRES	364	340	363	363
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	279	277	305	305
Interventions territoriales de l'Etat	85	63	58	58
POUVOIRS PUBLICS	1 016	1 016	1 019	1 019
Présidence de la République	110	110	113	113
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	328	328
La Chaîne parlementaire	32	32	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	12	12
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
PROVISIONS	34	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	34	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	25 355	25 336	47 158	46 861
Formations supérieures et recherche universitaire	12 384	12 367	12 260	12 260
Vie étudiante	2 178	2 177	2 163	2 163
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 034	5 033	5 173	5 130
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 237	1 237	1 232	1 232
Recherche spatiale	1 376	1 376	1 278	1 278
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1 444	1 444	1 411	1 264
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	1 091	1 091	1 126	986
Recherche duale (civile et militaire)	189	189	194	194
Recherche culturelle et culture scientifique	124	124	120	152
Enseignement supérieur et recherche agricoles	298	298	302	302
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	-	-	1 000	1 000
Projets thématiques d'excellence (3)	-	-	3 050	3 050
Pôles d'excellence (3)	-	-	15 350	15 350
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	-	-	1 500	1 500
Nucléaire de demain (3)	-	-	1 000	1 000
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6 364	6 359	5 615	5 615
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 939	3 934	3 697	3 697
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	818	818	767	767
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 607	1 607	1 151	1 151
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 696	2 603	2 709	2 709
Concours financiers aux communes et groupements de communes	778	743	756	756
Concours financiers aux départements	499	473	484	484
Concours financiers aux régions	902	899	898	898
Concours spécifiques et administration	517	488	571	571

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits (4)	Dépenses	Dépenses	Dépenses
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	85 933	84 449	89 885	89 885
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	74 225	72 969	73 737	73 737
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	11 708	11 480	16 148	16 148
SANTE	1 232	1 226	1 190	1 190
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins (2)	552	547	509	389
Offre de soins et qualité du système de soins (3)	-	-	0	120
Protection maladie	680	679	681	681
SECURITE	16 824	16 807	16 373	16 373
Police nationale	9 099	9 086	8 858	8 858
Gendarmerie nationale	7 725	7 721	7 515	7 515
SECURITE CIVILE	436	417	462	462
Intervention des services opérationnels	272	254	230	230
Coordination des moyens de secours	164	163	232	232
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 388	12 354	12 868	12 593
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	522	519	1 481	1 481
Actions en faveur des familles vulnérables	243	242	273	406
Handicap et dépendance	10 081	10 068	9 488	9 488
Egalité entre les hommes et les femmes	20	20	28	28
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (2)	1 522	1 505	1 598	1 190
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	455	448	420	800
Sport	240	235	244	244
Jeunesse et vie associative	215	213	176	176
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative (3)	-	-	0	380
TRAVAIL ET EMPLOI	12 080	11 746	14 685	14 685
Accès et retour à l'emploi	6 478	6 321	7 455	7 455
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 745	4 610	5 845	5 845
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	86	67	70	70
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	771	748	815	815
Investissements dans la formation en alternance (3)	-	-	500	500
VILLE ET LOGEMENT	8 025	7 944	8 634	8 634
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 300	1 261	1 285	1 285
Aide à l'accès au logement	5 544	5 544	5 561	5 561
Développement et amélioration de l'offre de logement	593	568	656	656
Politique de la ville et du Grand Paris (2)	588	571	632	632
Rénovation thermique des logements (3)	-	-	500	500
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	379 633	375 735	413 355	412 638

(1) Programme créé en 2011

(2) Libellé de programme modifié en 2011

(3) Programme supprimé en 2011

(4) Mouvements réglementaires compris

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
11 - IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu	58 233	58 544	56 376	55 101
12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	6 191	5 667	7 805	7 805
13 - IMPOT SUR LES SOCIETES				
Impôt sur les sociétés	53 451	52 975	50 021	49 767
14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	549	557	452	452
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	5 612	5 806	4 886	4 886
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963 art 28-IV) (1)	0	0	-	-
Précipuité dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	4	13	28	28
Impôt de solidarité sur la fortune	4 226	4 322	4 465	4 465
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	33	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	80	83	94	94
Taxe sur les salaires (1)	0	0	-	-
Cotisation minimale de taxe professionnelle	250	272	685	685
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	15	13	15	15
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	15	15	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	70	88	52	52
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	4	604	604
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle - Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010 (2)	28	25	150	150
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	0	0	10 346	10 346
Cotisation foncière des entreprises	691	757	4 941	4 941
Recettes diverses	1 003	901	330	330
TOTAL (14)	12 578	12 889	27 097	27 097
15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	13 979	14 261	14 054	14 202
16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Taxe sur la valeur ajoutée	179 091	178 752	169 649	170 724
17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	485	497	392	392
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	175	177	170	170
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	1	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	62	62	364	364
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 500	1 627	932	932

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Mutations à titre gratuit par décès	6 898	7 013	6 906	6 906
Autres conventions et actes civils	361	393	349	349
Actes judiciaires et extrajudiciaires (1)	0	0	-	-
Taxe de publicité foncière	243	271	310	310
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	92	97	2 867	2 867
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	125	121	108	108
Timbre unique	118	134	118	118
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	350	346	312	312
Autres droits et recettes accessoires	6	4	6	6
Amendes et confiscations	150	148	57	57
Taxe générale sur les activités polluantes	191	190	119	119
Cotisation à la production sur les sucres	-	-	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs (1)	27	28	-	27
Contribution carbone	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	302	302
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	170	168	168
Autres droits et recettes à différents titres	4	3	4	4
Taxe sur les achats de viande	45	157	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	53	50	52	52
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	53	52	53	53
Taxe sur certaines dépenses de publicité	30	29	29	29
Taxe de l'aviation civile	73	77	61	72
Taxe sur les installations nucléaires de base	819	804	361	361
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	29	28	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs) (2)	2 092	2 100	1 841	1 841
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	720	760	748	748
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	440	449	626	626
Prélèvements sur les paris sportifs (1)	107	94	-	-
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne (1)	78	74	-	-
Redevances sur les paris hippiques en ligne (1)	110	94	-	-
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	110	93	1 223	1 223
Autres taxes	167	179	237	237
TOTAL (17)	15 888	16 322	18 745	18 783
TOTAL DES RECETTES FISCALES	339 411	339 410	343 747	343 479
Remboursements et dégrèvements	85 933	84 449	89 885	89 885
TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)	253 478	254 961	253 862	253 594

(1) Ligne de recettes créée en 2011

(2) Libellé modifié en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 805	2 808	3 394	3 284
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	540	545	511	511
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	4 424	4 416	4 274	4 085
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	1	1
TOTAL (21)	7 769	7 769	8 180	7 881
22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT				
Revenus du domaine public non militaire	220	188	224	224
Autres revenus du domaine public	170	145	75	75
Revenus du domaine privé	70	61	41	41
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	243	177	281	275
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	1 085	1 096	1 096
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	68	52	45	45
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	20	14	13	13
TOTAL (22)	1 923	1 722	1 775	1 769
23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget (1)	529	519	494	494
Autres frais d'assiette et de recouvrement	490	494	430	430
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	77	96	82	82
Produits de la vente de divers biens	2	1	2	2
Produits de la vente de divers services	60	65	120	120
Autres recettes diverses	13	16	13	13
TOTAL (23)	1 171	1 191	1 141	1 141
24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	520	532	241	241
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	2	2	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	31	34	30	30
Intérêts des autres prêts et avances	310	334	459	459
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	296	279	205	205
Autres avances remboursables sous conditions	5	7	5	5
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	7	7	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	29	14	14
TOTAL (24)	1 201	1 224	956	956

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation (1)	469	362	422	621
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	220	248	471	471
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	30	9	8	8
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	14	15	16	16
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	320	299	351	792
Frais de poursuite	112	117	120	120
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	1	0	0	0
Pénalités	2	1	1	1
TOTAL (25)	1 169	1 052	1 390	2 030
26 - DIVERS				
Reversements de Natixis	220	220	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	300	450	850	850
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	965	965	742	742
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	164	162	209	209
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	130	133	122	122
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	11	10	11	11
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	575	530	489	489
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	50	49	64	64
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	39	35	23	23
Frais d'inscription	8	5	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	9	10	9	9
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	2	3	1	1
Récupération d'indus	43	61	50	50
Recouvrements après admission en non-valeur	270	202	266	266
Divers versements des Communautés européennes	30	75	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	66	61	61
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	40	34	44	44
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	4	3	3	3
Soultte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	190	182	194	194
Produits divers	20	24	30	30
Autres produits divers	160	198	1 200	1 200
TOTAL (26)	3 284	3 420	4 379	4 379
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	16 517	16 378	17 821	18 156

(1) Libellé modifié en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT				
31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 265	-41 265	-41 091	-41 091
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	-628	-628
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-27	-27	-28	-28
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-33	-32	-87	-87
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-379	-380	-606	-606
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-5 400	-5 388	-6 021	-6 021
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 862	-1 874	-2 039	-2 039
Dotation élu local	-65	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-40	-37	-41	-41
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	-40	-40
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-500	-500	-500
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux	-172	-176	-267	-267
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	-222	-222
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-15	-15
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	-138	-138
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-269	-206	-32 431	-32 431
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement	0	0	-131	-131
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-3 369	-3 368	-	-
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (1)	-950	-950	-	-
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-464	-463	-	-
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	-115	-115	-	-
TOTAL (31)	-55 900	-55 836	-85 340	-85 340
32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 231	-18 231	-17 598	-17 598
TOTAL (32)	-18 231	-18 231	-17 598	-17 598
TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT	-74 131	-74 067	-102 938	-102 938
FONDS DE CONCOURS				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		3 424	2 810	2 810
Fonds de concours - coopération internationale		405	327	327
TOTAL DES FONDS DE CONCOURS	3 226	3 829	3 137	3 137
TOTAL GENERAL DES RECETTES	285 023	285 550	261 766	261 834
Remboursements et dégrèvements	85 933	84 449	89 885	89 885
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)	199 090	201 101	171 881	171 949

(1) Ligne créée en 2011

Unité : million d'€

Désignation	2011		2010 retraité		2010 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE						
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	684	1 300	200	212	200	212
Développement agricole et rural	108	110	111	105	111	105
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (2)	0	0	-	-	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	466	627	-	-	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	422	616	613	592	613	592
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	89	936	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	716	634	6 711	2 984	6 711	2 984
Pensions	52 811	52 570	51 022	51 129	51 022	51 129
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs (2)	175	216	-	-	-	-
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	55 471	57 009	58 657	55 022	58 657	55 022
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6 789	6 701	7 994	6 645	7 994	6 645
Avances à l'audiovisuel public	3 222	3 222	3 123	3 123	3 123	3 123
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	396	198	707	186	707	186
Avances aux collectivités territoriales	84 323	85 001	56 868	67 115	56 868	67 115
Prêts à des Etats étrangers	7 607	817	4 861	705	4 861	705
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	131	4 071	1 010	2 261	1 010	2 261
Total des Comptes de Concours Financiers	102 468	100 010	74 563	80 035	74 563	80 035
COMPTES DE COMMERCE						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	753	730	607	599	607	599
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	151	156	133	123	133	123
Couverture des risques financiers de l'Etat	2 039	2 039	1 232	1 232	1 232	1 232
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	579	509	495	327	495	327
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	49 898	50 219	43 985	44 371	43 985	44 371
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	3	9	5	9	5	9
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	46	65	126	70	126	70
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	132	90	617	585	617	585
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	24	24	24	24	24	24
Total des Comptes de Commerce	53 625	53 841	47 224	47 340	47 224	47 340
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES						
Emission des monnaies métalliques	173	240	148	221	148	221
Opérations avec le Fonds monétaire international	3 011	4 439	1 500	1 562	1 500	1 562
Pertes et bénéfices de change	37	29	56	30	56	30
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	3 221	4 708	1 704	1 813	1 704	1 813
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	214 785	215 568	182 148	184 210	182 148	184 210
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	211 774	211 129	180 648	182 648	180 648	182 648

Unité : million d'€

Désignation	2011	2010 retraité	2010 exécuté
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	616	12	12
Développement agricole et rural	2	-6	-6
Engagements en faveur de la forêt dans la lutte contre le changement climatique (2)	0	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	161	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	194	-21	-21
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	847	0	0
Participations financières de l'Etat	-82	-3 727	-3 727
Pensions	-241	107	107
Services nationaux de transport conventionnés des voyageurs (2)	41	-	-
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	1 538	-3 635	-3 635
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-88	-1 349	-1 349
Avances à l'audiovisuel	0	0	0
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-198	-521	-521
Avances aux collectivités territoriales	678	10 247	10 247
Prêts à des Etats étrangers	-6 790	-4 156	-4 156
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3 940	1 251	1 251
Total des Comptes de Concours Financiers	-2 458	5 472	5 472
COMPTES DE COMMERCE			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	-23	-8	-8
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	5	-10	-10
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	-70	-168	-168
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	321	386	386
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	6	4	4
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	19	-56	-56
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	-42	-32	-32
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0
Total des Comptes de Commerce	216	116	116
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES			
Emission des monnaies métalliques	67	73	73
Opérations avec le Fonds monétaire international	1 428	62	62
Pertes et bénéfices de change	-8	-26	-26
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	1 487	109	109
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	783	2 062	2 062
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	-645	2 000	2 000

Unité : million d'€

	Décembre		Cumul au 31 Décembre 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	47 177	44 184	444 280	421 644	5,37%
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	91	214	793	1 158	-31,52%
	Autres recettes de fonctionnement	1 316	355	5 115	5 205	-1,73%
	Impôts et taxes encaissés	33 625	36 511	330 695	333 621	-0,88%
	Autres recettes régaliennes	681	487	5 649	5 458	3,50%
	Recettes d'intervention	669	99	2 162	2 932	-26,26%
	Intérêts et dividendes reçus	1 333	1 371	12 272	12 428	-1,26%
	Autres encaissements	9 462	5 147	87 594	60 842	43,97%
	Décaissements	41 203	43 151	520 242	524 129	-0,74%
	Dépenses de personnel	9 937	10 597	120 866	121 104	-0,20%
	Achats et prestations externes payés	2 937	3 402	20 338	19 624	3,64%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	4 178	3 952	66 213	65 846	0,56%
	Autres dépenses de fonctionnement	873	50	3 433	3 220	6,61%
	Subventions pour charges de service public versées	1 667	1 667	24 755	23 598	4,90%
	Dépenses d'intervention	14 528	16 567	145 842	182 640	-20,15%
Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	127	84	601	92	553,26%	
Intérêts payés	590	795	45 848	41 613	10,18%	
Autres décaissements	6 366	6 037	92 346	66 392	39,09%	
Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	5 974	1 033	-75 962	-102 485	25,88%	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	7 143	13 537	29 212	57 385	-49,09%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	1 345	2 214	10 481	10 814	-3,08%
	Immobilisations financières	5 798	11 323	18 731	46 571	-59,78%
	Cessions d'immobilisations	1 512	448	17 219	13 479	27,75%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	129	56	631	471	33,97%
	Immobilisations financières	1 383	392	16 588	13 008	27,52%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-5 631	-13 089	-11 993	-43 906	72,68%	

Unité : million d'€

	Décembre		Cumul au 31 Décembre 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	-663	-5 727	201 307	192 599	4,52%
	OAT	4 975	7 000	128 065	134 934	-5,09%
	BTAN	0	0	82 584	84 647	-2,44%
	Solde des BTF	-5 638	-12 727	-9 342	-26 982	65,38%
	Remb. des emprunts (hors BTF)	1 983	2 094	120 550	110 744	8,85%
	Dettes négociables	1 983	1 637	119 967	106 610	12,53%
	OAT	657	232	58 454	34 343	70,21%
	BTAN	1 326	1 405	61 513	72 267	-14,88%
	Dettes non négociables	0	457	583	4 134	-85,90%
	Flux liés aux instruments financiers à terme	64	-308	-95	-244	61,07%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	-2 582	-8 129	80 662	81 611	-1,16%	
Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	-8 657	-3 998	-2 320	122	-2001,64%	
VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)	-10 896	-24 183	-9 613	-64 658	85,13%	
TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)	-84 082	-61 255	-85 365	-20 780	-310,80%	
TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)	-94 978	-85 438	-94 978	-85 438	-11,17%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2011				2010
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin décembre	Situation fin décembre
Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	2	1 418	1 235	185	2
	Caisse des Dépôts et Consignations	6 505	169 599	169 708	6 396	6 505
	Natixis banque	4	5 693	5 697	0	4
	La Poste	1	30	30	1	1
	Autres organismes à caractère financier	118	123 874	123 949	43	118
CEPL	Régions	1 182	48 132	48 017	1 297	1 182
	Départements	4 208	99 697	98 823	5 082	4 208
	Communes	16 740	122 428	121 046	18 122	16 739
	Hôpitaux	3 864	89 101	89 744	3 221	3 864
	HLM	196	12 826	12 818	204	196
	Autres CEPL	14 568	118 121	115 885	16 804	14 568
DFT	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 770	174 437	171 990	31 217	28 770
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	8 665	29 937	29 968	8 634	8 665
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 078	30 421	30 027	1 472	1 078
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	444	7 991	7 912	523	444
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 008	20 676	18 630	14 054	12 008	
Communautés européennes	2 007	24 945	26 076	876	2 007	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	56	312	294	74	56
	GIP	206	2 199	2 067	338	206
	EPL	1 892	8 107	8 094	1 905	1 892
	Autres correspondants	2 929	20 611	17 484	6 056	2 929
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	26	0	26	0	26
	Intérêts courus sur comptes DFT	189	1	189	1	189
Placements des CEPL sur un compte à terme	1 766	5 423	5 106	2 083	1 766	
Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF	0	0	0	0	0	
Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 135	16 051	15 151	4 035	3 135	
Intérêts courus sur comptes à terme	8	6	8	6	8	
Total Passif (I)	110 567	1 132 036	1 119 974	122 629	110 566	
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1	
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	26	0	26	0	26	
Total Actif (II)	27	0	26	1	27	
SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)	110 540	1 132 036	1 119 948	122 628	110 539	

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2011			Exercice 2010		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin décembre	Situation fin décembre	
Dettes négociables (I)	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	815 753	130 180	61 994	883 939	829 742
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	226 080	82 343	61 230	247 193	230 444
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	187 138	407 259	416 601	177 796	186 757
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	Total dette négociable (I)	1 228 971	619 782	539 825	1 308 928	1 246 943
Dettes non négociables (II)	Titres non négociables	0	0	0	0	0
	Dettes exigibles :	242	510 542	510 545	239	242
	- OAT	0	48 436	48 436	0	0
	- BTAN	0	44 936	44 936	0	0
	- BTF	0	416 601	416 601	0	0
	- Autres titres non négociables	242	569	572	239	242
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
Total dette non négociable (II)	242	510 542	510 545	239	242	
Autres emprunts (III)	Total autres emprunts (III)	7 612	374	610	7 376	7 436
TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)	1 236 825	1 130 698	1 050 980	1 316 543	1 254 621	